

De Québec (1995) à Rome (1996) : chronique des sécurités alimentaires mondiales

Jean Semal

La faim et la malnutrition de 800 millions d'êtres humains inquiètent et émeuvent. À un point tel que différentes instances internationales en ont fait le sujet cardinal de leurs travaux. Ceux-ci devraient culminer par l'organisation à Rome, en novembre 1996, d'une conférence mondiale sur le sujet. Assurément, un tel aréopage, qui devrait réunir nombre de chefs d'États et de gouvernements, ne s'improvise pas et, dès à présent, ceux qui pensent pouvoir éclairer le sujet (officiels, ONG, universités, centres de recherche, associations caritatives, secteur économique agroalimentaire) s'activent fiévreusement. Ce processus s'insère dans un vaste mouvement d'évaluation critique et même, parfois, de remise en cause de ce que furent, depuis plusieurs décennies, les politiques et les actions en matière d'aide alimentaire, de recherche, de financement et de gestion, qui ont montré leurs limites et qui ont même créé certains effets pervers dont furent victimes les plus démunis.

Sur le plan international, le coup d'envoi officiel de cette campagne d'analyse, de réflexions et de projets a été donné à Québec en octobre 1995 à l'occasion de la commémoration du cinquantenaire de l'Organisation pour l'alimentation et

l'agriculture (FAO), une agence des Nations Unies.

Organisé par les gouvernements du Canada, du Québec et la municipalité de la ville de Québec, sous le patronage de Jacques Diouf (*photo 1*), directeur général de la FAO, un vaste symposium a rassemblé quelque 1 200 participants autour du thème « L'humain au cœur du développement : la sécurité alimentaire par son savoir-faire ». Les objectifs du symposium étaient ambitieux. Il ne s'agissait rien moins que de privilégier le savoir-faire de chacun dans la recherche de solutions aux problèmes de la sécurité alimentaire des peuples, en rendant témoignage des nouvelles solidarités entre les acteurs de terrain et en leur donnant la parole, afin de dégager des solutions originales, réalistes, efficaces et durables.

Comme l'indiquait, en exergue des travaux, le président du symposium, l'ancien ministre Edgard Pisani (*photo 2*) qui a dirigé le Centre des hautes études méditerranéennes, une telle réunion d'acteurs venus du monde entier en nombre important doit être l'occasion d'une réflexion pour une renaissance. La faim n'a pas été enrayerée, l'exode rural menace les campagnes comme la ville, les équilibres culturels sont en péril mais, en même temps, le système des Nations unies connaît une grave crise. Plus la planète devient un village, moins les êtres humains semblent conscients des solidarités qui les lient. Plus les échanges se mondialisent, plus les écarts se creusent. Dès lors, pour que le symposium soit un succès, il fallait, selon M. Pisani, être

convaincu que « célébrer un demi-siècle d'existence, c'est aussi rénover et, sans doute, fonder ».

Les travaux préparatoires

La Conférence internationale de la vision 2020 (Washington, 13-15 juin 1995)

Cette rencontre, organisée par l'Institut international de la recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), portait sur la sécurité alimentaire et le développement durable en l'an 2020. De nombreux experts y ont participé. Pour son directeur général, Per Pinstrup-Anderson, qui a également présidé des séances d'un atelier thématique lors du symposium de Québec, la question aujourd'hui n'est plus de savoir si l'on a de quoi nourrir la planète, mais de savoir si les sociétés civiles et les gouvernements, dans les pays développés comme dans les pays en développement, ont la volonté politique de le faire et sont prêts à faire les gestes nécessaires dès maintenant.

Mentionnons, parmi les conclusions de cette réunion, quelques idées-forces :

– pour vaincre la faim et la malnutrition, la collaboration de tous les partenaires, gouvernements, entreprises privées et organisations non gouvernementales, est indispensable ;

J. Semal : Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux, 2, passage des Déportés, 5030 Gembloux, Belgique.

Tirés à part : J. Semal



Photo 1. Jacques Diouf (au milieu), directeur général de la FAO (cliché J. Semal).

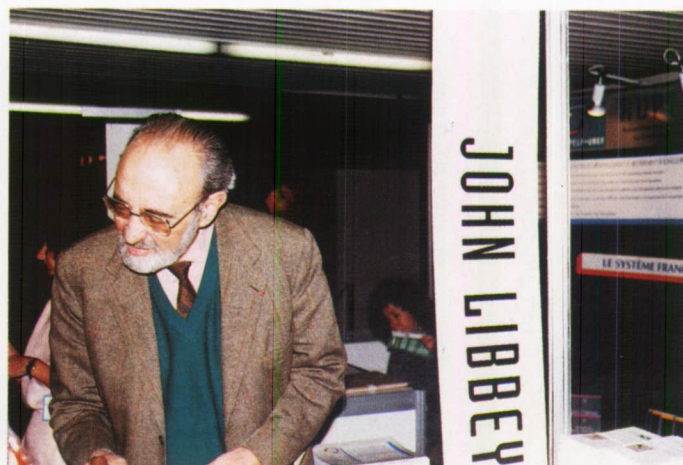


Photo 2. Edgard Pisani, président du Symposium FAO, visite le stand de John Libbey Eurotext (cliché J. Semal).

Photo 1. Jacques Diouf (middle), Director General of FAO.

Photo 2. Edgard Pisani, president of the FAO Symposium, visits the John Libbey Eurotext booth.

– le développement de l'agriculture et de la recherche en agriculture, menant à l'établissement d'une stratégie de production au plus bas coût possible, est prioritaire pour assurer la sécurité alimentaire des populations dans les pays en développement ;

– les terres fragiles sur le plan environnemental devraient être l'objet de politiques nationales et d'aides au développement. L'utilisation rationnelle de l'eau et l'épuration des eaux usées deviennent une nécessité pour éviter que la rareté de l'eau potable ne se transforme en prétexte à des conflits majeurs.

Le séminaire « Sécurité alimentaire, agriculture et commerce international des produits agricoles, priorités pour une politique belge »

Ce séminaire fut organisé à Bruxelles le 6 octobre 1995 par deux ONG : le Collectif stratégie alimentaire et Nationaal Centrum voor Ontwikkelingsamenwerking, avec l'appui du bureau local des Nations unies, en préparation au Sommet mondial de l'alimentation de Rome prévu en novembre 1996.

La sécurité alimentaire procède non seulement de la coopération au développement mais aussi de facteurs relevant de l'agriculture et du commerce internatio-

nal. Cet ensemble de facteurs fut largement débattu au séminaire de Bruxelles, qui rassemblait des représentants des ONG, des universités et des organisations agricoles pour débattre des priorités pour une politique belge en matière de sécurité alimentaire mondiale en traitant de trois sous-thèmes distincts : la production alimentaire et l'accès à l'alimentation, le commerce international des produits agricoles et les acteurs de la sécurité alimentaire.

Dans son exposé liminaire, Bruce Jenks, directeur du bureau des Nations unies à Bruxelles, considère que malgré la croissance de la population, les cinquante années écoulées ont vu s'accroître globalement les disponibilités par tête d'habitants, avec un doublement des rendements et un triplement du commerce agricole mondial. Créée à Québec en 1945, la FAO a joué un rôle important en la matière en fournissant assistance technique et investissements. Et pourtant, la situation alimentaire demeure critique pour un milliard d'êtres humains.

Pour l'intervenant, la lutte contre cette situation intolérable, largement due à la pauvreté, doit être menée sur trois fronts : accroissement de la production agricole, augmentation des revenus des plus pauvres, arrêt de l'érosion des ressources environnementales de base. Il convient de ne pas se limiter à la distribution alimentaire globale, mais de s'intéresser aussi au revenu, à la répartition des terres, aux moyens d'existence, au statut des femmes, à la fertilité des

populations et à la régénération des ressources naturelles. Il s'agit d'un investissement rentable pour la sécurité commune de l'ensemble de la planète.

Pour Daniel Van Der Steen, économiste et sociologue représentant des ONG, l'accroissement des productions agricoles dans le Nord a des effets négatifs sur le Sud. La libre circulation des produits alimentaires exacerbe les inégalités Nord-Sud et le GATT comporte, à cet égard, des dispositions contradictoires. La politique d'ajustements structurels pousse à une telle ouverture des marchés qu'elle défavorise les productions vivrières des pays en développement au profit des productions destinées à l'exportation. Il faudrait, d'après lui, travailler sur trois plans : les ajustements macro-économiques (qui devraient mieux prendre en compte une stratégie du développement où la croissance serait liée à la redistribution des richesses), la lutte contre la pauvreté (par des actions de solidarité) et l'accès des exclus à la nourriture.

En Afrique, 90 % des pauvres vivent en milieu rural, qui produit par ailleurs 70 % des emplois, 30 % du PIB et 40 % des exportations. L'amélioration de cette situation passe par un relèvement des prix agricoles intérieurs, une reconquête des marchés urbains (qui sont de plus en plus approvisionnés de l'extérieur), sans négliger les exportations. Il s'agira d'un processus autocentré, impliquant une production accrue répartie sur un grand nombre de producteurs dans le cadre d'une meilleure organisation de la production et de la valorisation.

Les intervenants universitaires ont éclairé la question de façon tantôt complémentaire, tantôt divergente.

Pour le professeur Tollens et son équipe, le commerce mondial n'a pas d'effet négatif sur la sous-alimentation. À cet égard, l'autoproduction vivrière est insuffisante : produire n'est qu'un aspect du problème, commercer en est un autre, tout aussi important. L'agriculture est fortement taxée au profit des superstructures, ce qui crée une rente au profit des secteurs citadins. Les auteurs identifient trois types de capitaux sur lesquels se base la sécurité alimentaire : capital physique (terres, bétail, etc.), capital humain (travail, santé, éducation) et capital social (réseau de relations, structure familiale). Souvent, le handicap se situe au niveau d'un déficit dans l'un ou l'autre de ces facteurs qui empêche la constitution d'un minimum de réserves permettant de faire face aux coups durs et aux chocs sur le plan de la sensibilité, de la flexibilité et de l'élasticité. Dans cette perspective, il faut poser un diagnostic précis des situations permettant des interventions ciblées et sélectives impliquant la participation des intéressés.

Le professeur Sneesens, quant à lui, souligne que les accords du GATT, qui visent dans leur principe au bien-être des populations, aboutissent souvent à des résultats contraires aux objectifs affichés. La complexité des secteurs, la distorsion des marchés mondiaux, l'impact des fluctuations monétaires et les déformations occasionnées par les accords du GATT de 1962 ont désintégré le système de production agricole européen en stimulant massivement les exportations de céréales et les importations d'aliments pour bétail, avec des conséquences négatives sur la structure des exploitations familiales, sur la gestion de l'environnement et sur les pollutions, notamment par les nitrates et les pesticides. Maximisation du facteur foncier, diminution de la diversité, manque de souplesse administrative (gel des terres), tout cela résulte d'une vision simpliste des interactions en cause. Il convient de restaurer une hiérarchie des valeurs en rétablissant des liens entre le commerce, l'environnement et la protection sociale. Les conséquences négatives de cette situation pour la sécurité alimentaire des plus démunis résultent notamment de prix mondiaux trop bas des denrées *via* le *dumping* et les restitutions à l'exportation. Il faut mettre fin, à cet égard, aux opérations à somme négative. Par exemple, l'importa-

tion en Afrique de brisures de riz asiatique ou du « cinquième quartier » du bétail européen, qui fait une concurrence déloyale aux élevages ou aux productions rizicoles des pays du Sahel. Il s'agit de redéfinir les intérêts fondamentaux et légitimes du Nord et du Sud en ces matières grâce à des actions internationales multilatérales, bilatérales ou associatives (ONG, associations professionnelles, coopératives).

Le Forum Internet sur la sécurité alimentaire dans le monde (Québec, octobre 1995)

Lancé à la mi-août 1995, à l'initiative de l'Association internationale d'économie alimentaire et agro-industrielle et de l'Université Laval de Québec, ce forum avait pour but de susciter des réflexions sur le sujet du Symposium FAO organisé à Québec en octobre 1995 avec, à son ordre du jour, la gestion des ressources naturelles, celles des marchés, des savoirs et de la technologie.

La synthèse réalisée par les animateurs du forum, le professeur Gérard Gherzi (*photo 3*) en collaboration avec Anastase Nteziyaremye, Jean-Charles Le Vallée et François Boulet, le fut à partir de mille cinq cents et de soixante contributions reçues sur le site Internet.

Les discussions ont mis en exergue la diversité des savoirs et des technologies dans l'agroalimentaire et la façon dont on pourrait profiter d'un transfert de technologies pour assurer la sécurité alimentaire dans les domaines qui ont fait preuve de succès (utilisation des satellites dans l'alerte précoce en Afrique

tropicale). Le transfert de technologies devrait se développer en favorisant les domaines porteurs d'avenir, comme la transformation agroalimentaire. Il ne doit pas se limiter au transfert du Nord vers le Sud, mais doit fonctionner dans les deux sens. Les cultures des pays du Sud offrent une source d'information riche d'expériences non encore exploitées. L'agriculture durable dans certains pays du Sud et la diversité génétique des pays des régions chaudes sont des sources potentielles immédiates de ce type de transfert.

Il est nécessaire de favoriser un dialogue qui respecterait la diversité culturelle et biologique des pays en développement. Il y a urgence à assurer un maillage étroit entre le savoir-faire endogène et les nouvelles technologies. Une incompatibilité entre ces deux éléments peut entraîner l'échec du transfert technologique ou la perte du savoir-faire endogène.

Il ne faut pas limiter les débats aux politiques macro-économiques mais les étendre aux politiques sectorielles : politiques de prix et institutionnelles. Les prix se trouvent être le reflet de l'offre et de la demande des biens alimentaires, même si l'objectif d'équité peut permettre des subventions ciblées. Les politiques institutionnelles (institutions économiques, État et institutions communautaires) doivent se compléter dans la réalisation de la sécurité alimentaire.

Même si elles préoccupent les décideurs politiques des pays en développement, les politiques agricoles et alimentaires souffrent encore de plusieurs faiblesses. Le contexte d'ajustement structurel, caractérisé par le désengagement de l'État pour faire place au secteur privé et à la libre concurrence, constitue un élé-

Photo 3. Professeur Gérard Gherzi de l'Université Laval (cliché J. Semal).

Photo 3. Professor Gérard Gherzi of Laval University.



Summary

From Quebec (1995) to Rome (1996) : a chronicle on world food security

Jean Semal

The hunger and malnutrition of 800 million people, a subject of great international concern, will be the core the agenda at the World Summit of Heads of State, to be held in Rome in November 1996 (Table 1). The international campaign on food security was officially started at the FAO-sponsored Symposium organised by the governments of Canada and Quebec and the Quebec City Council in October 1995. Some 1,200 participants, of numerous nationalities and fields of interest, gathered to discuss the topic "Man at the heart of development: food security through its know-how".

According to Edgard Pisani (Photo 2), president of the Symposium, "the more the world becomes a global village, the less human beings behave with solidarity".

Preceding the Quebec Symposium and the forthcoming Rome Summit were several preparatory meetings. At "Vision 2020", an international conference held in Washington DC from 13th to 15th June 1995, it was stressed that producing low-cost food and managing soils and water properly required the cooperation of all actors. On 6th October 1995, Belgian NGOs held a workshop on "Food security, agriculture and international trade" in Brussels. For Bruce Jenks, Director of the UNO Bureau at Brussels, poverty is the main cause of malnutrition, and this plague of humanity should be addressed in three ways: enhancing food production, increasing the income of the poorest, and stopping the erosion of environmental resources. The NGO's representative asserted that an open world market of agricultural products was detrimental to staples production in less developed countries. In Africa, most of the poor are located in rural areas; to raise their income, they need to increase their market share of food products in towns. The subject raises mixed feelings amongst academics: some deny that free international trade in food products has negative side effects, others accuse it of jeopardising the very production of staples in the South.

In Quebec, assisted by Laval University, the International Association for Food and Agro-industrial Economy launched an Internet forum on food security in August 1995. It dealt with the management of natural resources, markets, know-how and technology. By October 1995, 1,500 E-mailers had hooked up to the node and 60 formal proposals been put in. Closer North-South dialogue was stressed in order to associate endogenous know-how and new technologies. Debt repayment was considered as counterproductive to food security, this generally being a larger-scale reflection of family income. Civil war, refugee migration, excessive population growth and unsuitable technology transfer were identified as major causes of malnutrition.

Another workshop, "Food for all in Africa - a revitalised cooperation", was also held in Quebec City on 9th and 10th October 1995 under the chairmanship of Prof. Gérard Gherzi of Laval University (Photo 3). For large numbers of humans, despite all the work and the remarkable successes in increasing agricultural production through green revolutions, food security is still uncertain. The main question still to be solved is that of unequal access to agricultural products. In a rapidly changing context, the paradigms of food security must be re-examined. Political turmoil, uncontrolled demographics, the shift from public to private economic regulation and the development of new partnerships and solidarities all point to the necessity of renewing international cooperation through dialogue between donors and recipients, and more efficient international aid.

The main Symposium was held on 11th to 13th October 1995 in Quebec to commemorate the 50th anniversary of the FAO. According to Edgard Pisani, the organisers wanted to offer participants an open forum for debate on how to eliminate malnutrition. To overcoming the conflicting parameters involved in coping with the future, market laws and actors must be regulated and the different needs of a diverse world accounted for. For Pisani, it is not the natural and human resources that are lacking, but the political determination and capacity. Hence, to mediate between human and market dynamics, political responsibilities must be reshuffled at all levels.

During the Symposium, three concurrent thematic workshops examined the following topics: natural resources, market management, and know-how and technology (Photo 4). The conclusions (summarised in boxes 1, 2 and 3 respectively) were presented to a meeting held at the ministerial level on 14th October.

Among the main speeches given during the plenary sessions were those of Edgard Pisani, president of Symposium, Jacques Diouf, Director General of the FAO (Photo 1), and Hubert Reeves, astrophysicist (Photo 5). For Jacques Diouf, coping with food security is a matter of ethics and demands the problem be resolved on the political, economic and intellectual levels. There is thus the need to invest in knowledge and prospective analysis, and for cooperation between governments, NGOs and academic and scientific institutions. Understanding the problem is not enough, it also requires will, courage, energy and generosity. Human rights belong to all, no matter whom or where. Hubert Reeves discussed the relationships between complexity and efficacy. He raised the question of efficacy's threat to the very survival of complexity, and spoke in favour of an emerging planetary consciousness.

The exhibition held alongside the FAO Symposium housed some 200 participants in the Quebec Congress Center. The two sponsors of Cahiers Agricultures, Aupelf-Uref and John Libbey Eurotext, shared a booth (Photo 6) where the journal was on display. One of the most revealing features shown was the on-going record of increasing world population matching the continuous decrease of arable land (Photo 7).

Cahiers Agricultures 1995 ; 4 : 449-60.

ment qui ne facilite pas la sécurité alimentaire des pays en développement, souvent obligés de privilégier le remboursement des dettes à son détriment. Les ajustements devraient tenir compte des besoins primaires de la majorité de la population, en mettant un accent particulier sur les besoins des plus pauvres.

Le contexte actuel de globalisation, de mondialisation et de libération des marchés inquiète à cause de la dégradation de la sécurité alimentaire dans les pays les plus pauvres et les plus déficitaires provoquée par la détérioration des termes de l'échange. Les négociations ne seront pas faciles pour ces pays du Sud, à moins de prévoir des mécanismes susceptibles de regrouper leur influence au niveau international.

Les autres variables qui affectent la sécurité alimentaire sont la pauvreté, les comportements alimentaires, la disponibilité des aliments et la dynamique démographique.

Si le problème de la sécurité alimentaire est plus marqué dans les pays pauvres, il y a lieu également de s'inquiéter de ce phénomène, en expansion, dans les pays industrialisés qui préfèrent traiter en priorité les difficultés rencontrées par d'autres secteurs plutôt qu'éradiquer ce fléau. Dans les pays du Sud, la pauvreté est souvent fonction de la situation politique. Les cas de l'Éthiopie et du Rwanda illustrent des situations où les populations, qui étaient autosuffisantes sur le

plan alimentaire, peuvent basculer rapidement vers une situation désespérée lorsqu'il y a éclatement de ces sociétés sous l'effet des guerres.

Le rôle des médias dans la sensibilisation des populations riches sur le problème de la pauvreté dans le monde a été souligné. Un débat public aiderait à conscientiser chacun sur les problèmes de la pauvreté et les solutions susceptibles de l'atténuer.

Par ailleurs, le choix de techniques inappropriées contribue à l'appauvrissement des populations locales. C'est le cas des pays d'Afrique soudano-sahélienne lors de l'adoption de nouvelles techniques accompagnée d'investissements à risque. L'attention a été portée sur l'équilibre entre ressources alimentaires et croissance de la population : il est proposé d'analyser la sécurité alimentaire en même temps que la croissance démographique, car elles sont intimement liées.

Atelier « De la nourriture pour tous en Afrique, une coopération revitalisée » (Québec, 9-10 octobre 1995)

Organisé par le professeur Gérard Ghersi de l'Université Laval, cet atelier s'est déroulé en deux phases. Les 8 et 9 octobre, une quinzaine d'experts de

haut rang ont étudié la question : Comment établir un lien entre les principes directeurs fondamentaux d'une approche renouvelée et concertée d'intervention en matière de sécurité alimentaire en Afrique et les activités proposées ? Une deuxième étape (9 et 10 octobre) a rassemblé une quarantaine de spécialistes qui ont poursuivi la réflexion et ont étudié plus avant la mise en œuvre et le suivi des principes directeurs préalablement définis. Ils ont identifié des actions concrètes à budget limité et à impact élevé, permettant d'appliquer les interventions proposées en vue d'une nouvelle recherche agroalimentaire pour l'Afrique. Promouvoir l'entrepreneuriat agroalimentaire, créer un outil de suivi et d'évaluation du développement rural durable et préciser les technologies pour l'Afrique de l'an 2000 furent notamment des projets retenus.

Dans les documents préparatoires, on constate que, nonobstant les résultats remarquables obtenus (révolutions vertes), la sécurité alimentaire est encore incertaine pour une grande partie de la population mondiale. On a assisté à une désaffection progressive des pays industrialisés pour les questions de production alimentaire, ce phénomène étant aggravé par les accords du GATT prônant des agricultures non subventionnées.

Les considérations suivantes sont extraites des documents préparatoires proposés à l'Atelier.

À la naissance de la FAO, la priorité devait être donnée à l'intensification de la production agricole. On peut considérer aujourd'hui que cette condition indispensable à un approvisionnement alimentaire adéquat, malgré les progrès qualitatifs et quantitatifs qui restent à accomplir, est partiellement atteinte. En revanche, la problématique de la grande hétérogénéité observée dans la distribution de cette production demeure une question fondamentale qui reste largement sans réponse.

On s'interroge sur les conséquences que pourraient avoir les systèmes agroalimentaires en place (caractéristiques économiques et sociales des unités de production, localisation, techniques utilisées, propriété des marchés, mécanismes de formation des prix, etc.). On recherche les meilleures façons qui permettront au plus grand nombre d'acquiescer les aliments dont ils ont besoin dans les meilleures conditions possibles.

La réflexion sur l'Afrique se situe dans un environnement qui change rapidement, ce qui nous oblige à repenser nos paradigmes en matière de développement agroalimentaire :

- les bouleversements géopolitiques profonds qui ont marqué cette fin de siècle et qui risquent de faire basculer les tensions de l'axe Est-Ouest à un axe Nord-Sud ;

- la dynamique démographique qui bouleverse les paramètres de l'équilibre alimentaire ;

- le transfert de la responsabilité des États en matière d'aide au développement à la société civile ;

- l'émergence de nouvelles formes de relation entre les individus et les groupes, de type plus partenarial et qui débouchent sur des formes nouvelles de solidarités transcendant les États et les alliances d'aujourd'hui.

Le changement de siècle constitue sans doute une rupture symbolique débouchant sur un changement profond qui, sans renier les efforts passés et en capitalisant sur leurs acquis, met en œuvre un paradigme rénové de développement agricole. Ce paradigme doit intégrer des éléments de la nouvelle problématique de développement en Afrique ainsi que des nouvelles dynamiques de coopération remplaçant une aide bilatérale, souvent cloisonnée dans une ou plusieurs idéologies et dogmatismes particuliers, avec une très forte assistance technique. La coopération internationale favorise davantage, actuellement, une

approche itérative et systémique, plus souple et plus humble face à la complexité des problèmes. Cette approche allie une plus grande concertation des intervenants à une meilleure participation des bénéficiaires pour un dialogue amélioré et une plus grande efficacité des interventions.

Cependant, dans une période où les récessions se suivent à intervalles rapides dans les pays industrialisés et, par voie de conséquence, où les budgets d'aide sont décroissants, il est de plus en plus difficile de mobiliser des ressources substantielles sur une période significative, tant sont volatils les thèmes mobilisateurs du développement dans un monde de communication directe où la réalité est devenue essentiellement virtuelle.

À la veille du XXI^e siècle, il apparaît nécessaire et urgent de revoir les grands principes d'aide à l'Afrique. Il s'agit d'un processus complexe qui nécessite l'implication de penseurs, de décideurs et d'acteurs de la société civile. Cette réflexion exige des participants un grand effort de recul, de compréhension, d'analyse et de synthèse.

Le Symposium FAO de Québec (11-13 octobre 1995)

Le message du Président

Le message liminaire du président Pisani, qu'on lira ci-dessous, cadre bien le projet des organisateurs du symposium.

« Le cinquantième anniversaire de la FAO aurait pu ne donner lieu qu'à une fête, celle des succès remportés. L'organisateur, le Canada, le Québec, la Ville en ont décidé autrement : ils veulent ensemble que cet anniversaire soit l'occasion d'une réflexion collective tournée vers l'avenir et soucieuse de l'élimination de la malnutrition et de la faim partout, pour tous, tous les jours.

« Mais réflexion à laquelle ne participeront pas seulement les responsables institutionnels et les experts, réflexion commune de ceux qui délibèrent, de ceux qui font des recherches, ceux qui produisent et vendent, de ceux qui vivent sur le terrain les rigueurs de la pauvreté et de la faim.

« Bienvenue à tous. Votre présence en un même lieu est l'occasion de confronter les expériences dans leur diversité et de formuler les attentes, les objectifs et les exigences, les règles dans leur profonde unité.

« L'équilibre recherché ne peut résulter que de la confrontation maîtrisée des lois et des acteurs du marché, des valeurs et des besoins des personnes, du souci réel de la planète, de sa vie multiforme et de son lointain avenir.

« La tâche est énorme, parce qu'il faut que toutes les réalités et toutes les disciplines trouvent à s'exprimer, que des éléments de réponse soient apportés à chacune d'entre elles, que soient imaginés les systèmes régulateurs qui permettent de surmonter les contradictions, sans accabler les systèmes humain, marchand et naturel (qui sont eux-mêmes normalement autorégulés) d'une chape réglementaire et bureaucratique.

« Pour que cette tâche soit accomplie comme elle doit l'être, il faut :

- que les grandes rencontres internationales soient le point de départ de processus décisionnels autonomes et convergents ;

- que les entrepreneurs et les fermiers se considèrent comme les acteurs solidaires et responsables du mécanisme puissant et fragile que constitue le marché ;

- que les citoyennes et les citoyens de tous les pays se considèrent comme les citoyens d'un monde en quête d'unité dans la paix, le développement, le respect du droit à la vie ;

- que les gouvernements et les institutions internationales ne prétendent pas tout faire, mais s'engagent à faire tout ce qu'ils doivent faire, les premiers donnant aux seconds les moyens des responsabilités dont ils les chargent.

« Un monde sans misère est possible mais difficile. Ce ne sont ni les ressources naturelles, ni les techniques, ni les savoir-faire, ni les capacités humaines, ni les besoins qui manquent, mais la capacité et la volonté politiques.

« L'heure est venue d'un politique international, national et local conscient de ses responsabilités irréductibles et de la discrétion de ses interventions. Il est le médiateur irremplaçable entre la dynamique humaine et la dynamique marchande, entre le passé qui laisse ses traces, le présent qui impose ses contraintes et le futur qui, faute d'avoir été pris en considération, se vengera bientôt sur nos successeurs. »

Encadré 1.

La gestion des ressources naturelles Les cinq solutions retenues par l'atelier thématique (reformulées)

1. Définir, de façon claire, les droits et les responsabilités à l'accès, à la propriété et à l'usufruit des ressources naturelles actuelles et potentielles (terres, eaux, flore et faune) et organiser leur utilisation équitable, dans une perspective de long terme, par le biais de programmes collectifs, de manière à favoriser une meilleure coopération des intervenants et une meilleure gestion des ressources au niveau local.

2. Intégrer les usagers et les populations locales, notamment les femmes et les jeunes, dans les processus décisionnels afin de stimuler à la fois l'esprit innovateur et la participation équitable à la gestion durable des ressources naturelles et au bien-être qui en résulte, avec l'appui des intervenants multiples.

3. Adapter ou créer les cadres et les mécanismes institutionnels pour assurer une participation directe des communautés locales et des usagers à la conception, à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des initiatives ou des modèles originaux de développement.

4. Au début de tout processus de décentralisation, démarrer des programmes adaptés de formation, de transfert technologique et d'assistance technique orientés vers les réalités locales, non seulement pour les administrations mais surtout pour les décideurs, les collectivités et les utilisateurs en milieu rural et urbain, tout en mettant à contribution les expériences et savoirs locaux et les technologies appropriées.

5. Dans le domaine des plans de gestion des ressources naturelles, les gouvernements devront s'assurer de la participation de tous les intervenants dès l'étape de la conception et aux étapes subséquentes, y compris au suivi et à l'évaluation, de manière à assurer l'appropriation des plans et l'engagement de tous les acteurs dans leur application ou leur révision dictée par le potentiel de renouvelabilité des ressources considérées.

**Managing natural resources
The five solutions proposed by the thematic workshop (reformulated)**

Encadré 2.

La gestion des marchés Les cinq solutions retenues par l'atelier thématique

1. Reconnaître qu'il y a des exceptions à la capacité du marché à régler les problèmes de sécurité alimentaire. Le protectionnisme devrait être appliqué aux pays pauvres.

2. Redéfinir le rôle de l'État afin qu'il se concentre sur la mise en place d'un environnement propice au développement de la sécurité alimentaire (infrastructures publiques, éducation, lois, information publique).

3. Recourir d'abord aux ressources locales de production alimentaire avant de faire appel au commerce international et importer la nourriture.

4. Encourager le développement d'organismes communautaires, fondés sur une participation locale active, particulièrement des femmes, selon une dynamique de décentralisation.

5. Supprimer les abus de subventions sans affecter l'aide à l'agriculture.

**Managing market
The five solutions proposed by
the thematic workshop**

Les données de base du sujet « L'humain au cœur du développement : la sécurité alimentaire par son savoir-faire »

Selon les organisateurs, le thème du symposium qualifie une problématique de développement particulièrement complexe. On se limitera à trois aspects visant une responsabilité plus grande et une participation plus active des populations concernées.

• Gestion des ressources naturelles

Passant d'un stade « vivrier » à un stade « productiviste » axé sur la performance technique et, surtout, économique, les ressources naturelles sont devenues des moyens de production au sens industriel du terme.

Les conflits d'utilisation entre diverses ressources naturelles d'un territoire demandent constamment des arbitrages : conservation *versus* développement ; agriculture *versus* foresterie ; production de bois de feu *versus* stabilisation des sols ; production de bois commerciaux *versus* fixation du CO₂ par la biomasse ; trans-

port de matière polluante *versus* capacité de production vivrière en milieux marins et agricoles ; usages récréatifs, esthétiques et résidentiels *versus* production agricole et production ligneuse, etc.

C'est pourquoi le concept de gestion intégrée des ressources prend aujourd'hui une importance capitale. Il faut adopter une approche « bilan » qui compare, d'une part, les besoins des usagers et, d'autres part, la capacité de l'écosystème de produire à long terme en vue d'assurer sa propre pérennité et de satisfaire les besoins des générations à venir.

Force est de constater que la gestion des ressources naturelles n'a pas pu se faire à



Photo 4. Logo de l'atelier thématique « Gestion des savoirs et de la technologie » (cliché J. Semal).

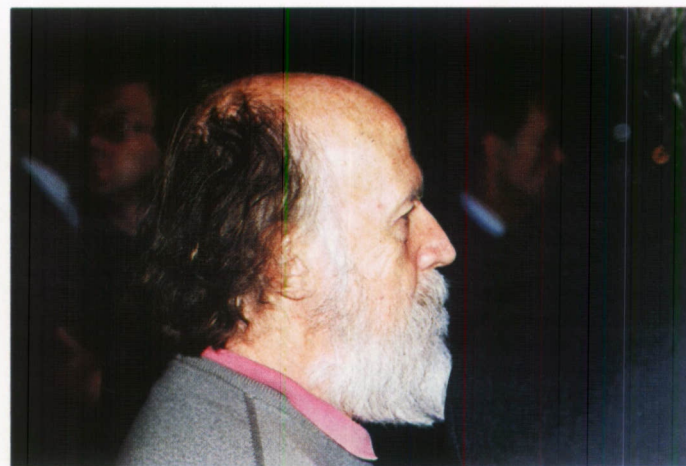


Photo 5. Hubert Reeves au Symposium FAO (cliché J. Semal).

Photo 4. Logo of the "Managing know-how and technology" thematic workshop.

Photo 5. Hubert Reeves at the FAO Symposium.

une échelle planétaire. Aujourd'hui, elle voudrait se faire, à l'échelle des individus, des communautés, des pays et des grandes régions. À chacun de ces paliers, les décisions et les actions sont fonction d'intérêts propres : nourrir convenablement sa famille, assurer la prospérité de son village, maintenir les moyens de subsistance d'une portion de la population, préserver les équilibres commerciaux entre les blocs régionaux ou géopolitiques, etc.

Trois facteurs sont déterminants :

- le degré de mobilisation que donne la propriété des ressources ;
- le degré de permanence assuré par la participation des gens au processus de décision ;
- le niveau de maîtrise et d'adaptation des outils techniques.

• Gestion des marchés

La globalisation des marchés ainsi que les nouvelles structures de production, d'industrie et de commerce obligent à définir un nouvel équilibre de gestion. Tournant majeur ou fin d'une époque ? Quels sont les mécanismes qui nous permettront de négocier ce virage structurel ? Ententes et accords de partenariat ? Quels ajustements devrait-on prévoir sur le plan de l'agriculture, des pêches ou des forêts ? Quel sera le rôle de chacun dans la gestion des espaces internationaux afin d'atteindre la sécurité alimentaire au niveau national ?

Une autre approche plus pragmatique remet en question le pari que la globalisation des marchés et leur libéralisation, justifiées par les avancées techniques, seront en mesure, en laissant le marché opérer, de répondre plus efficacement aux besoins des consommateurs.

La libéralisation du commerce permettant un meilleur accès aux biens en forçant une déréglementation des marchés intérieurs, sera-t-elle une garantie de la sécurité alimentaire ? Quelles sont les conditions propices pour que vendeur et acheteur collaborent afin d'assurer la sécurité alimentaire des populations, particulièrement en zone urbaine où la demande est croissante ?

• Gestion des savoirs et de la technologie

Dans les pays développés, la technique a permis d'augmenter considérablement la production agricole, forestière et halieutique jusqu'au milieu des années 70. Depuis, la production est stable et les effets négatifs des développements techniques passés paraissent de plus en plus nombreux au point de vue social, humain et écologique. Dans les pays en développement, l'érosion du savoir endogène et le transfert de techniques non adaptées aux conditions locales se sont souvent soldés par un échec. Compte tenu du bilan mitigé des transferts de techniques, on devra s'interroger sur leur

contribution potentielle future pour éliminer la faim dans le monde. L'adaptation de pratiques propres aux conditions locales peut-elle être plus prometteuse en apportant un nouvel éclairage sur :

- la contribution des savoir-faire endogènes au développement technique durable ;
- les nouvelles formes d'alliance entre la recherche et le développement pour s'inscrire dans les besoins locaux ;
- le potentiel des techniques de pointe pour l'accès à une nutrition saine.

Le déroulement du symposium

Les travaux des ateliers thématiques (photo 4) se sont déroulés selon une dynamique de communication particulièrement performante. Dans chacun d'entre eux, les participants étaient réunis par groupes d'une dizaine autour d'une table, avec un animateur et un rapporteur. Chaque groupe a recherché cinq propositions prioritaires dans le cadre du thème évoqué. Les différentes propositions étaient régulièrement confrontées et classées, les plus pertinentes étant utilisées pour la rédaction des propositions finales à présenter par le président Pisani aux ministres de l'Agriculture et de la Coopération réunis le 14 octobre 1995 au château Fontenac de Québec (encadrés 1, 2 et 3).

Quelques interventions marquantes

Le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a situé d'emblée la problématique de la sécurité alimentaire à un niveau de haute tenue morale.

Commentant l'actuel contraste d'ombre et de lumière, il place la pauvreté et l'exclusion à la source de l'insécurité alimentaire. Certes, la science a réalisé des progrès considérables. Tous les vingt ans, de nouvelles révolutions techniques accroissent les potentialités de production. Mais la sécurité alimentaire postule aussi la maîtrise des dimensions éthiques et une clairvoyance sur les plans politique, économique et intellectuel. Elle nécessite des investissements dans la connaissance, l'analyse et la prévision, qui requièrent la coopération des gouvernements, des ONG, des institutions académiques et scientifiques.

Mais l'intelligence ne peut rien sans volonté, ni courage, ni énergie, ni générosité. Les principes moraux impliquent la conviction que tous les humains doivent pouvoir bénéficier de tous les Droits de l'homme, dans la dignité et le plein accomplissement de leur rôle social.

Pour Edgard Pisani, il est urgent de concilier dynamisme du marché et besoins humains fondamentaux. D'une certaine façon, le marché est myope ; il voit assez bien à court terme, beaucoup moins bien à plus longue échéance, et il est nul à long terme. Il peut être un régulateur marchand, mais non un régulateur environnemental et encore moins un régulateur social. Bref, le marché est nécessaire, mais il a besoin d'être piloté. Mais les modalités de ce pilotage ne constituent pas une mince affaire. Et c'est ici que le symposium de Québec a un rôle à jouer. Il faut d'urgence sortir d'un débat idéologique et stimuler une sorte de retour du politique, dont on sera appelé à redécouvrir les vertus. Le politique devrait arbitrer les intérêts qui ne s'arbitrent pas eux-mêmes et la FAO pourrait jouer en la matière un rôle important, pour autant que l'ONU elle-même se donne les moyens d'affronter les guerres de la misère et de la pauvreté, les affrontements ethniques ou les migrations qui suivent les catastrophes naturelles. Car le paradoxe actuel, c'est que le monde connaît ce que l'éditorialiste du *Devoir* de Montréal appelle « la faim dans l'abondance ».

Encadré 3.

La gestion des savoirs et de la technologie Les cinq solutions retenues par l'atelier thématique

1. Adopter une approche participative visant une action conjointe entre les partenaires* afin d'identifier les problèmes et les solutions visant l'utilisation d'un financement adéquat, transférant l'expertise externe au savoir-faire local, de manière à aider les populations souffrant d'insécurité alimentaire à se prendre en main.
2. Établir de nouveaux partenariats de recherche avec les femmes afin qu'elles puissent exprimer leurs besoins et contribuer aux choix de technologies adaptées.
3. Aider les populations locales, surtout celles qui souffrent d'insécurité alimentaire, à renforcer leur savoir-faire indigène et à exprimer leurs besoins et leurs priorités, en encourageant la recherche appropriée, le développement et la diffusion d'une technologie qu'elles peuvent elles-mêmes contrôler.
4. Financer davantage la recherche participative aux niveaux national et international, impliquant tous les ministères et les instituts de ressources naturelles, et supportée par un système qui offre une connaissance globale et une documentation adéquate de la connaissance locale, de manière à aider la population souffrant d'insécurité alimentaire en milieu rural et urbain.
5. Développer et mettre en place des méthodes d'apprentissage et des approches afin d'aider les professionnels de tous les niveaux, dans les organisations, et favoriser les interactions entre les agriculteurs et les populations qui vivent l'insécurité alimentaire ; adopter des comportements et des attitudes qui soient vraiment axés sur une participation non dominatrice et sur l'autonomie.

Managing know-how and technology The five solutions proposed by the thematic workshop

* Les populations locales, surtout celles qui souffrent d'insécurité alimentaire, les regroupements de cultivateurs, les ONG, les gouvernements.

Comme le disait Robert Kennedy : « En somme, le produit national brut mesure absolument tout, sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue. »

Quant à Hubert Reeves (*photo 5*), astrophysicien de talent et philosophe sans frontières, il s'interrogea sur la viabilité du « complexe », car celui-ci engendre l'efficacité, laquelle à son tour menace l'avenir de la complexité. Pour lui, les différentes crises que l'humanité traverse depuis quelques décennies (menace de guerre nucléaire, menace de dévastation écologique de plus en plus présente et conflits incessants) remettent en cause la viabilité même de cette complexité croissante. Elle pose la question fondamentale : la complexité n'est-elle pas condamnée à s'éliminer elle-même quand elle a atteint un certain niveau ? Ou, pourrait-on objecter que, du point de vue de Sirius, qu'importe la fin de la

vie sur notre planète ? Une guerre nucléaire ne serait même pas visible de Jupiter. Pourquoi faire tant d'histoires ? À cela on peut répondre par une allégorie. Supposons que la vie existe sur d'autres planètes, que les vivants y ont élaboré des modes d'adaptation, que l'intelligence y est apparue et que les techniques s'y sont multipliées comme sur la Terre. Dans ces conditions, des crises analogues aux nôtres se sont vraisemblablement produites (ou vont se produire). Ces crises compromettent l'avenir même de la complexité en chacun de ces lieux. Une croisière galactique nous montrerait deux cas de figure : des planètes vertes chez ceux qui ont résolu les problèmes de survie, des planètes mortes couvertes de débris toxiques ou radioactifs chez les autres. Du coup, le problème de la survie sur notre planète prend une dimension cosmique.



Photo 6. Le stand commun Aupelf-Uref et John Libbey Eurotext au Symposium de Québec (cliché J. Semal).

Photo 6. The joint booth of Aupelf-Uref and John Libbey Eurotext at the FAO Symposium in Quebec.

Quand le paysan brésilien brûle ses arbres, il nous rappelle que nous ne pourrions pas indéfiniment ignorer son existence et sa détresse. Quand le bateau coule, les marins oublient leurs différents et font preuve de fraternité devant le danger. Une retombée positive de cette crise pourrait être l'émergence d'une conscience « terrienne ».

L'exposition « Le carrefour du savoir-faire »

Plus de deux cents stands répartis dans les halls accueillants du Centre des congrès de Québec ont permis à autant d'exposants de présenter leurs produits et

services, dans la perspective d'une promotion des savoir-faire dans les différents secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

Certes, les exposants du Sud faisaient cruellement défaut, même si les visiteurs provenaient des autres coins de la planète. Les *Cahiers Agricultures* et leurs deux commanditaires, l'Aupelf-Uref et les Éditions John Libbey Eurotext, bénéficiaient d'un emplacement de choix géré par notre diffuseur officiel en Amérique, la société Diffusion et promotion du livre universitaire (photo 6).

Le numéro exceptionnel des *Cahiers Agricultures*, publié à l'occasion du cinquantième de la FAO, a retenu l'attention de nombreux visiteurs et fut distribué à plus de mille exemplaires. Ainsi, à Québec, le message de la francophonie aura été au diapason de ce qui fut, avant tout, effort de synergie et de synthèse

entre les nécessités de l'économie, les contraintes des environnements naturels et les aspirations humanistes à plus de justice et de dignité (photo 7).

Et demain : cent fois sur le métier...

La Conférence sur la faim et la pauvreté (Bruxelles, 20-21 novembre 1995)

Le Fonds international de développement agricole (FIDA), installé à Rome, a organisé récemment une conférence pour débattre des problèmes de la faim et de la pauvreté. Les documents préparatoires précisent, comme suit, le thème de cette rencontre.

Depuis des décennies, on tente, dans le monde entier, d'éliminer la faim ; la manière dont la communauté internationale perçoit ce phénomène et les moyens de lutte employés ont beaucoup changé. Faim et pauvreté sont inexorablement liées. Paradoxalement, la faim est plus répandue là où les denrées alimentaires sont produites, c'est-à-dire dans les zones rurales où vivent la plupart des pauvres. Ceux-ci ont faim parce qu'ils n'ont pas les moyens de produire suffisamment de vivres ou parce qu'il ne gagnent pas assez pour acheter la nourriture dont ils ont besoin. Et ceci nous indique la solution : pour lutter contre la faim, nous devons

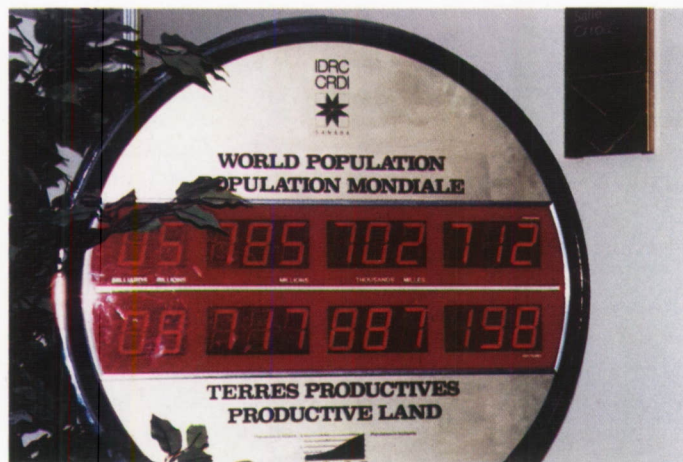


Photo 7. Au-dessus : population mondiale en croissance, au-dessous : surface arable en décroissance (cliché J. Semal).

Photo 7. Above : increasing world population, below : decreasing arable land.

donner aux pauvres les moyens de produire des denrées ou d'en acheter.

Les groupes les plus défavorisés et les plus pauvres – femmes, minorités ethniques et populations autochtones, petits cultivateurs, réfugiés et personnes déplacées – peuvent contribuer au développement de l'économie de leur pays pour peu qu'on leur en donne la possibilité. Ils en ont la capacité et la volonté, il ne leur manque que l'occasion et les moyens.

Des liens complexes existent entre croissance démographique, environnement, productivité, pauvreté et conflits sociaux. Les émeutes et les déplacements massifs de populations résultent souvent de la convergence dangereuse de la pauvreté et de la raréfaction des ressources naturelles. La faim dans les campagnes pousse à la migration vers les villes où elle engendre violence et tension sociale. La pauvreté accélère la dégradation de l'environnement qui, à son tour, accélère la pauvreté dans une spirale de dénuement toujours plus grand – dénuement qui peut déclencher l'instabilité politique.

Cependant, dans un monde où une personne sur cinq est pauvre et où les ressources sont limitées, il faut privilégier l'action. Or, les institutions nationales et internationales qui ont pour mandat de combattre la faim n'ont pas toujours la précision d'action nécessaire.

Les priorités ne sont pas clairement énoncées et, quand elles le sont, leur suivi n'est pas suffisamment rigoureux. Grand nombre de bonnes idées et de bons programmes demeurent trop isolés, leurs caractéristiques ne sont pas reproduites et personne ne s'en inspire. D'où le sentiment de fatalisme, de frustration, de lassitude à l'égard de l'aide, qui envahit la conscience publique.

En outre, l'« agenda » global de lutte contre la faim et la pauvreté est souvent perçu comme relevant du secteur public et du processus multilatéral et, donc, distant de la société civile. Or, la société civile est profondément concernée par les problèmes de la pauvreté, de la faim et de l'environnement, mais, faute d'influer sur les priorités officielles du développement, elle est contrainte de mener une action séparée.

Il est temps de faire participer la société civile à l'« agenda » global de développement et de lui accorder un espace institutionnel. De cette synthèse naîtra une synergie et les efforts conjoints produiront des résultats qui dépasseront la somme totale de leurs parties.

Tableau 1

Préparation du sommet de Rome

Date	Activités	Résultats escomptés
26-30 mars 1996	Conférences régionales pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord	Composantes régionales du plan d'action
16-20 avril 1996	Conférence régionale pour l'Afrique	Composante régionale du plan d'action
29 avril-30 mai 1996	Conférence régionale pour l'Europe	Composante régionale du plan d'action
14-18 mai 1996	Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique	Composante régionale du plan d'action
17-23 juin 1996	Quatrième Conférence internationale sur les ressources génétiques (Berlin, Allemagne)	Conclusions à prendre en compte par le Sommet
2-6 juillet 1996	Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Composante régionale du plan d'action
Septembre 1996	Comité de sécurité alimentaire mondial (CSA, 22 ^e session)	Synthèse des conférences régionales et décision sur les documents à présenter au Sommet
1-10 octobre 1996	Conseil de la FAO, 111 ^e session	Examen des dispositions concernant le Sommet
16 octobre 1996	Journée mondiale de l'alimentation	Sensibilisation au niveau mondial
11-12 novembre 1996	Réunion des fonctionnaires de haut niveau	Projet de politique générale Plan d'action et mise au point des détails du Sommet
13-17 novembre 1996	Sommet mondial de l'alimentation	Adoption du projet de politique générale et du plan d'action
13-15 novembre 1996	Réunion ministérielle	
16-17 novembre 1996	Réunion des chefs d'État et de gouvernement	

Preparation for the Rome summit

Le Sommet mondial de l'alimentation (Rome, 13-17 novembre 1996)

Jacques Diouf, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a proposé d'organiser à Rome, en novembre 1996, un sommet mondial de l'alimentation qui soit l'occasion, pour

les dirigeants mondiaux au plus haut niveau, de renouveler leur engagement de supprimer la faim et la malnutrition et d'assurer la sécurité alimentaire pour tous, grâce à l'adoption de politiques et de mesures concertées aux niveaux mondial, régional et national. C'est la première fois, depuis la création de la FAO, en 1945, qu'une telle réunion est programmée à ce niveau.

Le directeur général de la FAO a consulté, en 1994, un grand nombre de chefs d'État et de gouvernement, ainsi que des délégations de toutes les régions, au sujet de ces problèmes et il a pu constater que, de l'avis général, la convocation dans les plus brefs délais d'un tel sommet paraissait justifiée, afin de décider de politiques et de stratégies efficaces pour s'attaquer aux racines profondes de la faim et de la malnutrition pendant les années 90 et au-delà de l'an 2000.

La participation personnelle des chefs d'État et de gouvernement à ce sommet mobiliserait tous les départements nécessaires pour donner une vision globale des multiples dimensions de la question alimentaire, à savoir, non seulement les ministres de l'Agriculture (qui se réunissent régulièrement tous les deux ans pour la Conférence de la FAO) et les départements techniques apparentés (Pêches, Forêts, Environnement, Ressources hydriques, Développement rural), mais aussi les ministères des Affaires étrangères, du Commerce, de l'Économie et de la Coopération pour le développement.

La large publicité dont bénéficie normalement un sommet de ce genre contribuerait aussi à sensibiliser les responsables politiques et les dirigeants des secteurs public et privé, ainsi que les médias et le grand public.

Le sommet sera planifié avec le plus grand soin, de manière à réduire les coûts au maximum tout en garantissant, parallèlement, des préparatifs organisés dans les moindres détails, qu'il s'agisse des dispositions matérielles et logistiques, des documents techniques et analyses de politique générale ou des consultations avec les gouvernements, les ONG, le secteur privé ainsi qu'avec les autres organisations intergouvernementales, notamment les institutions du système des Nations Unies et celles issues de Bretton Woods. Les coûts de base entraînés par le sommet seront réduits au maximum et imputés sur le programme ordinaire de la FAO, tandis que des contributions volontaires serviront à couvrir les autres

coûts, en particulier pour encourager une vaste participation des pays en développement et pour favoriser les activités des ONG.

Tous les participants seront invités à ne pas organiser de réceptions ou dîners et à faire don des sommes économisées pour financer le « Programme spécial de production alimentaire à l'appui des pays à faible revenu et à déficit vivrier ». Les préparatifs comprendront de vastes consultations : gouvernements, organisations intergouvernementales et non gouvernementales, secteur privé. Tous les documents feront l'objet d'une analyse scientifique objective et le texte provisoire en sera adressé aux pays membres pour observations dans le courant de l'année 1995 et au début de l'année 1996 (tableau 1).

Le Directeur général tient à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour faire du Sommet mondial de l'alimentation une étape historique dans l'accomplissement du droit le plus fondamental de l'homme depuis toujours : celui d'avoir suffisamment accès à la nourriture.

Quelques réflexions en guise d'interlude

On aura senti que le foisonnement des initiatives prises dans le contexte de la préparation du Sommet mondial sur l'alimentation de novembre 1996 témoigne d'une très grande motivation des partenaires à la cause et d'une volonté manifeste de sortir des sentiers battus. À une époque où la pensée unique prétend faire le bonheur des gens malgré eux en les invitant à pratiquer des jeux mondiaux à sommes négatives au profit des spéculateurs, après que les principes directeurs des politiques agricoles passées ont montré leurs insuffisances ou leurs effets pervers, après que les organismes internationaux ont fait leur *mea culpa* en proposant de tourner la page, se lève un vent chargé de fraîcheur et de vigueur dont on peut espérer beaucoup, pour

autant que les responsables qui assument la charge de timonier sachent l'utiliser avec clairvoyance et persévérance.

À Québec, on a vécu une conjonction événementielle rare : devant l'inquiétante désagrégation du tissu agroalimentaire mondial, des forces imprégnées de bonne volonté se sont assemblées venant de tous les horizons et ont accepté de mailler leurs compétences. Identifications quelques-unes d'entre elles sans lesquelles rien n'eût été possible : les autorités du Canada et du Québec, dont on connaît les capacités novatrices ; l'Université Laval, véritable pôle d'humanisme et d'efficacité, avec sa faculté des Sciences de l'agriculture et de l'alimentation ; les personnalités de Jacques Diouf et d'Edgard Pisani qui marquèrent de bout en bout la philosophie du Symposium et bien sûr, ce millier de femmes et d'hommes, scientifiques, administratifs, responsables d'entreprises privées, professionnels, acteurs de terrain, riches de leurs expériences croisées et de leurs volontés associées. Le dynamisme et l'enthousiasme de ces témoins engagés incitent à persévérer dans la voie qu'ils ont tracée, car il n'est de bois si vert qu'il ne s'allume... pour autant qu'on le veuille vraiment ■

Résumé

L'auteur dresse un état des lieux de la problématique de la sécurité alimentaire dans le monde en se basant sur le symposium organisé en octobre 1995 à Québec à l'occasion du cinquantième anniversaire de la FAO et sur les travaux préparatoires du Sommet des chefs d'État qui doit se tenir à Rome en novembre 1996.
